



Luxembourg, le 27 SEP. 2024

Madame Claudine Pirrotte-Parisse
2, Allée Léopold Goebel
L-1635 Luxembourg

N/Réf.: 2024-000181

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 » ;

Considérant la demande et les annexes du 6 mars 2024 versées par Madame Claudine Pirrotte-Parisse aux fins d'obtenir l'autorisation pour la remise en état d'une partie d'un verger-pâturage sur des fonds inscrit au cadastre de la commune de Lintgen: section B de Gosseldange et Prettingen, sous le numéro 864/1368,

Arrête :

Conditions

- Article 1.-** La conduite de drainage est renouvelé sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Lintgen: section B de Gosseldange et Prettingen, sous le numéro 864/1368, conformément à la demande et aux documents soumis, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent document.
- Article 2.-** La bande de travail est réduite au strict minimum.
- Article 3.-** Après l'achèvement des travaux, le terrain est remis dans son état antérieur et le relief du terrain reste inchangé. Le remblayage se fait exclusivement avec les matériaux d'excavation du tracé.
- Article 4.-** Le préposé de la nature et des forêts (Triage de Lorentzweiler, tél : 621 202 139) est averti avant le commencement et dès l'achèvement des travaux.

Informations

Concernant la remise en état du verger, aucune autorisation de notre part n'est requise.

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

Recours

Contre la présente décision, un recours peut être introduit auprès du Tribunal administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente décision.

Dans le délai précité, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Service autorisations de l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation auprès du Médiateur – Ombudsman peut également être introduite. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité



Marianne Mousel

Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement CENTRE-OUEST
- Administration communale de LINTGEN